

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député demande au ministre de faire une déclaration, ce qui n'est pas admis à ce moment-ci.

M. Rose: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le 12 mars, Votre Honneur a déclaré irrecevable une question semblable. On a reporté sa mise en délibération au 17 mars, à l'étape de l'ajournement. J'ai soulevé la question alors, mais n'ai pas reçu de réponse. Je l'ai soulevée de nouveau hier sous forme de question de privilège, mais on n'y a pas répondu non plus. Pourrais-je remettre la question une fois de plus au moment de l'ajournement, dans l'espoir qu'elle soit mise en délibération le plus tôt possible et que j'y reçoive alors une réponse satisfaisante?

M. l'Orateur: Le député n'a pas à s'inquiéter. On étudiera sa question avec soin. Elle sera inscrite à l'ordre des questions à être étudiées au moment de l'ajournement, et elle passera le plus tôt possible.

[Français]

L'IMMIGRATION

LA SUBVENTION DES COURS D'ANGLAIS AUX OUVRIERS CANADIENS-FRANÇAIS

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné que dans la région de Québec et de Montréal, les ouvriers immigrants sont subventionnés pour apprendre la langue anglaise, les Canadiens français de la même région peuvent-ils s'attendre à profiter des mêmes avantages prochainement?

M. Gérard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je vais répondre à cette question.

Je suis surpris qu'elle soit posée en ces termes, mais j'en prends note et le ministre y répondra lorsqu'il sera à la Chambre.

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

LES NÉGOCIATIONS SUR L'HORAIRE DU TRAVAIL

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor. Peut-il nous dire si, dans ses négociations avec l'Alliance de la fonction publique du Canada, le Conseil du Trésor demande l'entière liberté d'imposer à ses employés n'importe quel horaire de travail, voire la constitution d'équipes? En outre, le Conseil demande-t-il le droit de modifier unilatérale-

met les conditions de travail actuelles qui ne sont pas visées par contrat, sans avoir à les négocier?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député devrait inscrire cette question au *Feuilleton*.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LES ENTRETIENS AVEC LE PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Peut-il nous dire si son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ou lui-même ont eu des discussions avec le premier ministre de l'Alberta, M. Strom, actuellement en visite à Ottawa, au sujet de la situation très grave qui menace les producteurs de blé canadiens? Dans ce cas, qu'a-t-on décidé, si une décision a été prise?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je réponds par «oui» à la première partie de la question. Quant à la seconde, je ne crois pas qu'on ait à rendre publiques des conversations privées.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LA RÉDUCTION RÉCIPROQUE DES EFFECTIFS MILITAIRES AVEC LES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

M. Ed. Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il, avec ses fonctionnaires, étudié soigneusement ou, du moins, considéré la proposition faite hier soir par l'Union soviétique qui suggère que les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN réduisent leurs troupes?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'espère que cette nouvelle est exacte, car les puissances de l'OTAN ont fait des propositions similaires il y a bien des mois déjà.

L'AGRICULTURE

LA POLITIQUE LAITIÈRE DU GOUVERNEMENT

M. H. A. Moore (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme le congrès sur l'agriculture commence lundi, le ministre est-il prêt à annoncer cette semaine la politique laitière du gouvernement pour 1969-1970, afin qu'elle puisse être examinée au cours du congrès?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la politique laitière